



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, LICENCIEMENTS: IL N'Y A PAS DE FATALITÉ

C'est une véritable déferlante: Doux, Fralib, Arcelor-Mittal, PSA, SANOFI, Virgin et maintenant Renault avec l'annonce de 7500 suppressions de postes... Toutes les branches, tous les secteurs sont touchés par les licenciements et les réductions d'effectifs.

L'objectif: réduire les coûts pour accroître les profits. Comme à Sanofi qui vient encore d'enregistrer des bénéfices record! Et pour cela, ils réduisent les effectifs au nom de la compétitivité, aggravent les conditions de travail, augmentent les cadences, et réduisent les salaires. La peur du chômage sert de moyen de chantage pour exploiter toujours plus celles et ceux qui ont un emploi.

Le chômage est aussi alimenté de façon massive par les plans de départs «volontaires», les licenciements individuels et les ruptures conventionnelles de plus en plus nombreuses. Les emplois en CDD, ceux des intérimaires et des prestataires de services disparaissent sans faire de vagues.

Quant à l'Etat il n'est pas en reste: 150000, c'est le nombre d'emplois détruits dans la fonction publique d'Etat depuis 2007. Et ça continue. Le projet de loi de finance 2013 prévoit plus de 12000 suppressions de postes supplémentaires sans remplacer la moitié des départs en retraite. C'est

l'ensemble des services publics qui se dégradent ainsi.

C'est la rapacité patronale et les plans d'austérité du gouvernement qu'il faut combattre. D'autant qu'il n'y a aucune fatalité. De l'argent, il y en a, comme en témoigne le CAC 40. Des richesses accumulées aussi: le PIB de la France est deux fois plus élevé qu'il y a quarante ans. Mais depuis, les inégalités ont aussi considérablement augmenté!

La concurrence entre les grands groupes capitalistes est devenue plus intense à l'échelle du monde. Mais des résistances se font jour, parfois à grande échelle comme en Grèce, en Espagne, au Portugal. En faisant converger nos résistances, nous pouvons être plus forts. La journée du 14 novembre a été un premier pas en ce sens.

Ce que le NPA propose, sans préalable, à toutes les organisations du mouvement ouvrier, c'est d'unifier nos luttes autour de quelques objectifs clés pour œuvrer à changer le rapport de force.

S'en prendre à la propriété privée, ôter au patronat le droit de nous licencier, commencer à faire tourner la machine économique autrement au profit du plus grand nombre, ce sont autant de pistes que nous pouvons mettre en débat, pour ne plus payer leur crise!



Coût du travail ou coût du capital ?

Le «coût» du travail est placé au premier rang des causes des difficultés des entreprises françaises. Mais qu'en est-il? Dans l'UE, il était, en 2011, pour les entreprises de plus de 10 salariés, de 23,1 euros de l'heure, avec de fortes disparités : de 3,5 € en Bulgarie à 44,2 en Norvège. Avec 34,2 euros de l'heure en moyenne, la France est dans le groupe de pays au «coût» élevé. Mais la part de ce «coût» dans le prix du produit fini est souvent faible. Dans l'automobile la part du «coût» salarial dans le prix d'un véhicule pour l'entreprise qui l'assemble et le commercialise est de moins de 10%. En ce qui concerne la productivité, la France se situe dans le peloton de tête au niveau mondial. Avec des salariés qui rapportent 54,8 €/heure la France est loin devant la moyenne européenne de 43,9 €/heure... et devant l'Allemagne (53,4€/heure). Loin d'être un «coût», les salariés sont surtout une manne bien profitable...

Coût des actionnaires et du patronat

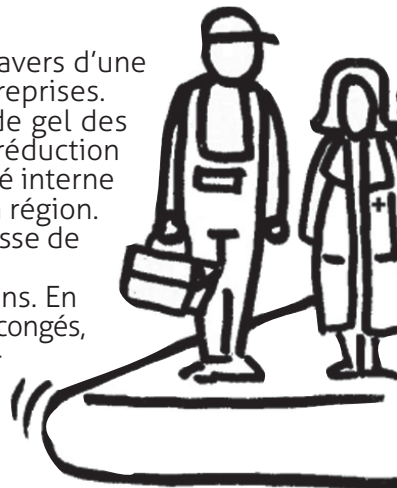
La très officielle agence des Marché Financiers montre que du côté des patrons il y a beaucoup à faire pour améliorer la compétitivité...aucune modération des rémunérations n'est intervenue depuis 2007. De 2009 à 2011, les rémunérations des dirigeants les mieux servis du CAC 40 sont passées d'une fourchette de 2,5 millions € à 4 millions € en 2009 à 2,9 millions€ à 4,5 millions € en 2011. Dans le même temps, le pouvoir d'achat de la majorité de la population, déjà en baisse, devrait reculer de 1,2% en 2012 et en 2013. Cherchez l'erreur!

Accords dits «emplois-compétitivité»

Le gouvernement cherche à généraliser les accords «emplois-compétitivité» au travers d'une concertation avec le patronat et les syndicats. Ils existent déjà dans certaines entreprises. Chez SevelNord (groupe PSA) un accord, signé par FO-CFDT-CGC, prévoit 2 ans de gel des salaires, perte de 4 jours de RTT, suppression de jours de congés, flexibilité accrue, réduction de la prime d'intéressement et des majorations pour heures supplémentaires, mobilité interne au site et externe dans PSA et même plus largement sous forme de prêt dans toute la région. Ceci n'empêche pas la suppression de 1000 postes de travail en échange de la promesse de la non-fermeture du site et la suppression de 8000 emplois sur tout PSA. Air France s'engage à ne pas procéder à des licenciements économiques pendant 2 ans. En «échange», un accord impose 2 ans de blocage des salaires, la perte de 5 RTT et de 3 jours de congés, la baisse de 10% des salaires sur 10 ans par la modification du calcul de l'ancienneté, la flexibilité avec des semaines pouvant aller jusqu'à 43 heures avec un délai de prévenance de 3 jours. Les syndicats FO-CFDT-CGC ont signé cet accord. Et, Air France, avec un chiffre d'affaires de 24,4 milliards d'euros, en progression de 5%, supprime 5000 emplois.

11 JANVIER 2013: UN PAS DE PLUS VERS LE DÉMANTÈLEMENT DU DROIT DU TRAVAIL

L'accord que viennent de signer la CGC, la CFTC, la CFDT et le Medef en réponse aux demandes du gouvernement est une nouvelle étape pour renforcer la précarité avec les CDI intermittents, tout en généralisant la mobilité, et la flexibilité des horaires et des salaires. Ces dispositions visent également à rendre plus difficile la possibilité pour les salariéEs de contester les licenciements ou la modification du contrat de travail. Le patronat avec le gouvernement nous mènent la guerre! Il y a urgence à construire une mobilisation d'ensemble pour s'opposer à ces mauvais coups.



Des chômeurs par millions, des semaines de travail à rallonge et des cadences infernales pour les autres: ça suffit!

Un emploi c'est un droit

✦ Imposons l'interdiction des licenciements

Pour maintenir les emplois il faut prendre sur les profits. Quand des petites entreprises licencient ou font faillite, c'est qu'elles n'ont pas résisté à la concurrence des grands groupes capitalistes ou parce que, sous-traitantes, elles subissent la pression à la baisse des coûts. C'est donc à ces grands groupes de payer.

Réquisition des entreprises qui licencient et qui font des profits!

Nombreuses sont les entreprises qui licencient après avoir empoché pendant des années des subventions publiques et arrosé leurs actionnaires. Pour récupérer ce qu'ils ont volé, il faut réquisitionner leurs entreprises et les placer sous le contrôle des salariés et de la population.

Arrêtons les suppressions de postes dans les services publics

Recruter un million d'agents au statut de fonctionnaire est possible tout de suite, en commençant par titulariser les 900000 agents précaires de la fonction publique.



En finir avec la précarité: un CDI pour tous.

CDD, intérim, stages sont autant de moyens pour les patrons d'avoir des salariés qui leur servent de variable d'ajustement.

✦ Un emploi stable doit être un droit!

Pour en finir avec le chômage, partageons le travail

✦ Travailler moins pour travailler toutes et tous!

Au lieu de faire bosser plus ceux qui se crèvent déjà au boulot pour accroître le nombre de ceux qui sont au chômage, partageons le travail. Il faut passer aux 32 heures et baisser la durée du travail jusqu'à résorption du chômage.

Un revenu décent: 1600 euros nets minimum!

✦ Hausse des salaires et des minima sociaux de 300 euros nets

✦ Indexation des salaires sur les prix

La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises

✦ Exigeons l'ouverture des livres de compte.

Les richesses, c'est nous qui les produisons. Quand un patron dit qu'il est pris à la gorge, quel moyen avons-nous de savoir s'il dit la vérité? L'ouverture des livres de comptes des entreprises est le seul moyen de contrôle.

Egalité des droits

✦ Pour l'égalité salariale hommes-femmes

Un CDI pour toutes et tous, sans temps partiel imposé.

✦ Français-Immigrés: même patron, même combat!

Régularisons les Sans-papiers et imposons la liberté de circulation et d'installation.

✦ Jeunes: non aux contrats-bidons!

« Contrats de génération », « emplois d'avenir »: cela revient à faire faire le même travail mais par des jeunes jetables et sous-payés.



KNB.M.



S'unir pour que nos vies passent avant leurs profits!

REGROUPER NOS FORCES

Que peuvent les travailleurs menacés de licenciements, seuls, contre leur patron? Au mieux, comme ceux de Continental en 2009 grâce à leur détermination, ils pourraient obtenir des indemnités plus substantielles. C'est pourquoi s'organiser, coordonner ses efforts est essentiel. Localement bien sûr en s'adressant à la population, aux sous-traitants. Mais c'est nationally, voire au-delà, que nous pourrions empêcher les fermetures d'entreprises, la dégradation continue des services publics faute de personnel, mettre au placard les menaces qui pèsent sur les conditions de travail... En 2008, lorsque les salariés de Dacia en Roumanie se sont mis en grève pour des augmentations de salaires, le groupe Renault a menacé de délocalisation. Avec l'aide des travailleurs du groupe, notamment en France où une caisse de grève avait été mise en place, il a été possible de faire reculer Renault. Au final, les salariés de Dacia ont obtenu 38% d'augmentation! Alors que pourraient les travailleurs d'Arcelor s'ils se liaient, dans leur lutte pour la défense de leurs emplois, à ceux de PSA, des 3 Suisses, de Pétroplus, de Dexia, de Carrefour, de Novatrans, de Sanofi, de Bougues Télécoms? C'est ce que nous devons tenter de faire, en mettant en perspective la possibilité de regrouper toutes nos forces dans une grande manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emploi.

IMPOSER LE CONTRÔLE DES SALARIÉS SUR LES RICHESSES QU'ILS PRODUISENT!

Les patrons nous disent qu'ils n'ont pas le choix que de nous rendre toujours plus corvéables. Nous n'avons pas d'autre choix que de les en empêcher. Interdire les licenciements, embaucher dans les services utiles à la population, réquisitionner les entreprises pour les mettre sous le contrôle des salariés, partager le temps de travail est possible si nous parvenons à unir nos forces. Cela nécessite de s'en prendre à la logique du profit, à la propriété privée des grands moyens de production, au pouvoir d'une minorité qui gouverne l'Etat et l'économie en fonction de ses intérêts. Sortir de la crise, cela signifie rompre avec le capitalisme et créer une société où ceux qui créent les richesses décident, une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions.

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom : Ville :

Tél. : Mail :